

# Menace sur les réserves de gaz hivernales de la Suisse

**ÉNERGIES FOSSILES.** Le recours à des contrats à terme limite les conséquences immédiates de la guerre en Iran sur le prix du gaz et l'approvisionnement helvétique. Malgré des prix à court terme qui ont déjà doublé.

**Christian Affolter**

Les énergies fossiles sont au centre des préoccupations concernant les conséquences économiques pour la Suisse de la guerre qui sévit au Proche-Orient depuis le week-end passé. Le prix du baril de pétrole de la variété Brent a bondi d'environ 10 dollars et franchi la barre des 80 dollars depuis les frappes américano-israéliennes en Iran (*lire ci-dessous*). «La hausse de prix du pétrole touche surtout les économies importatrices d'énergie, tandis qu'en tant qu'exportateurs nets d'énergie, les Etats-Unis sont nettement moins vulnérables», remarque le CIO de la Banque cantonale de Schwytz, Thomas Rühl, dans une note.

Les ripostes de l'Iran visent notamment les infrastructures de production et de distribution de pétrole et de gaz dans les pays voisins. Depuis lundi, le régime bloque le détroit d'Ormuz et il a également attaqué avec des drones la plus grande usine de pro-

## Dépendance mondiale

La guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran met sous pression le Golfe, région riche en hydrocarbures, dont les prix flambent.

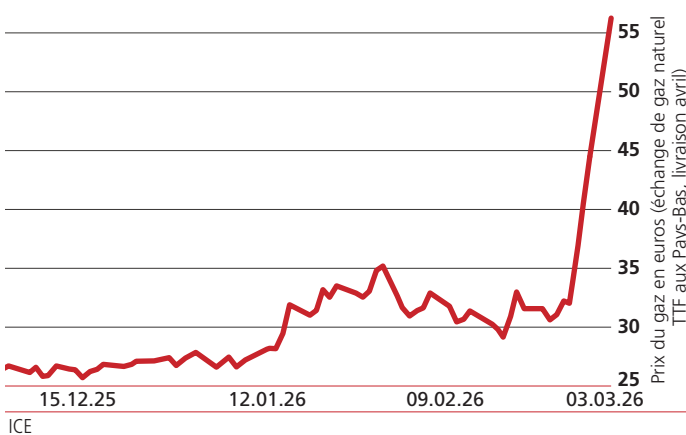
L'Arabie saoudite est le deuxième producteur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis, l'Iran est dans les dix premiers. Le petit Qatar est deuxième exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), derrière les Etats-Unis également. Le Koweït, l'Irak ou les Emirats arabes unis (EAU) sont aussi des producteurs notables.

Au milieu, le détroit d'Ormuz, porte d'entrée du Golfe, est aujourd'hui largement paralysé. Quelque 20 millions de barils de pétrole, soit environ un cinquième de la consommation mondiale, y transitent quotidiennement et les exportations de GNL du Qatar et des EAU, qui pèsent à eux deux environ 20% du commerce mondial, doivent aussi y passer.

Les pays asiatiques sont les plus exposés énergétiquement: 80% du pétrole et près de 90% du gaz transitant par Ormuz leur est destiné, selon l'Agence internationale de l'Energie (AIE).

Techniquement, des routes alternatives, en l'occurrence des oléoducs saoudiens et émiratis, permettent de contourner le détroit. Mais, comme le rappelle l'AIE, ces installations ont des capacités «limitées», de l'ordre de 3,5 à 5,5 millions de barils de pétrole par jour. Pour le GNL, il n'y a aucune route alternative. (afp)

LE PRIX DU GAZ SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN A DOUBLÉ



duction de gaz naturel liquide (GNL) au monde située au Qatar. L'Europe dépend aussi des livraisons de GNL du Qatar, qui passent par le détroit d'Ormuz, souligne Thomas Rühl. D'ailleurs, le prix du gaz a réagi encore plus fortement que celui du pétrole: il a doublé sur le marché virtuel d'échange de gaz naturel aux Pays-Bas (TTF) pour livraison en avril (*voir graphique*).

## Pas de choc de prix imminent en Suisse

D'après les acteurs du marché suisse consultés, cela ne veut pas dire qu'il faille s'attendre à un choc de prix imminent pour le gaz en Suisse. En Asie, le prix JKM, la référence pour le GNL, a bondi de 41% à 43,95 euros le mégawattheure. Les conséquences dépendent principalement de la durée du blocage dans le détroit d'Ormuz. «Si la situation se détend d'ici à trois ou quatre semaines, le marché devrait pouvoir le supporter», estime par écrit le porte-parole de l'association suisse de l'industrie gazière (Asig).

Le directeur du négoce de Gaznat, Frédéric Rivier, rassure:

«Nous achetons l'essentiel de notre gaz sur le marché à terme pour avoir une prévisibilité au niveau des coûts et de l'approvisionnement.» Ces achats sont faits sur la base de la consommation moyenne. Les éventuelles quantités supplémentaires «ne génèrent pas de surcoûts importants», selon le responsable. En outre, grâce aux températures printanières, «il n'y a pas de souci à court terme».

## L'enjeu du stockage de gaz pour l'hiver

Comme le souligne l'Asig, l'enjeu se situe plutôt à plus longue échéance. «Si les troubles devaient perdurer, cela pourrait avoir des conséquences sensibles pour le stockage de gaz en Europe», avertit l'association. Car cet été, les entreprises gazières devraient reconstituer leurs réserves pour l'hiver prochain. En Allemagne par exemple, leur niveau actuel de remplissage de seulement 21% est environ 23 points de pourcentage en dessous de la moyenne des années 2017-2021 à la même date. Alors que des données pour la Suisse ne sont pas disponibles, le niveau

des réservoirs en France est de 21,6%. «Il faudra beaucoup de gaz cet été pour remplir le stockage», souligne Frédéric Rivier, de Gaznat. Mais avec la situation actuelle sur le marché, l'industrie risque de devoir vendre à perte le gaz stocké: les prix pour les contrats TTF avec livraison au deuxième (52,88 euros) ou troisième trimestre (48,34 euros) sont supérieurs à celui pour l'hiver (42,75 euros). Elle ne va donc pas remplir les réserves maintenant, au risque d'une «situation tendue» lors de la saison froide, selon Frédéric Rivier.

## Conséquences potentielles à plus long terme

Si la situation actuelle devait se prolonger, il pourrait donc y avoir un impact sur les prix 2027, 2028 et 2029. D'éventuelles interventions de gouvernements pour imposer des taux plancher de remplissage pourraient «créer des distorsions du marché», note le directeur du négoce de Gaznat, pour qui un tel scénario est «loin d'être exclu».

Au niveau de l'approvisionnement du réseau Gaznat, «même pendant la crise ukrainienne de 2022, tous les contrats ont été honorés», rassure Frédéric Rivier. Sur son site, le distributeur de gaz en Suisse romande qualifie toujours la situation de normale, ce que le directeur du négoce juge «parfaitement justifié». Il rappelle le contrat de Gaznat avec la France où sont physiquement stockés 15% de la consommation de gaz suisse et disposant de la «même priorité [d'accès] que les collectivités locales» en cas de crise. Des «accords de solidarité» existent aussi avec l'Allemagne et l'Italie. ■

## Le pétrole reste sous pression

Les cours de l'or noir repartaient vivement à la hausse mardi, au quatrième jour de l'attaque israélo-américaine contre l'Iran et alors que Téhéran a massivement répliqué en bombardant la région. La hausse du prix des hydrocarbures ravive les craintes d'un retour de l'inflation et de politiques monétaires plus restrictives.

Vers 12h10, le prix du baril de Brent de la mer du Nord bondissait de 8,1% à 84,00 dollars, au plus haut depuis juillet 2024. Le WTI américain accélérerait quant à lui de 7,9% à 76,86 dollars, un niveau inégalé depuis juin 2025.

«Le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20% du pétrole mondial, redevient le point de fixation des opérateurs, d'autant que plusieurs compagnies maritimes ont commencé à détourner leurs navires par précaution», a souligné John Plassard. Selon le responsable de la stratégie d'investissement de Cité Gestion, «les frappes américaines et israéliennes contre des cibles iraniennes, suivies de représailles de Téhéran, ont ravivé la crainte d'un choc d'offre brutal, même si, à ce stade, il s'agit davantage d'anticipation que de rupture massive des flux».

Dans ce contexte, un prix du baril dépassant la barre des 100 dollars n'est pas à exclure, a estimé l'analyste de CMC Markets, Andreas Lipkow. «L'Europe, en particulier, s'est mise elle-même dans une impasse avec la politique énergétique menée ces

dernières années. La forte dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz provenant des Etats-Unis et des pays du Moyen-Orient devient un problème majeur», a-t-il souligné.

Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote, a pour sa part prévenu qu'«une hausse durable des prix de l'énergie risque de peser sur les marges des entreprises et la demande des consommateurs, notamment aux Etats-Unis».

Les risques géopolitiques s'accroissent, tout comme la volatilité sur les marchés et les incertitudes commerciales. Cette situation pourrait faire repartir l'inflation et «resserrer les conditions financières au niveau mondial».

«La hausse actuelle des prix du pétrole finira par s'inverser, au moins partiellement, une fois qu'il deviendra clair que les perturbations de l'approvisionnement seront temporaires, que les infrastructures pétrolières critiques ne seront pas détruites et que la nécessité de poursuivre les actions militaires s'atténuera», ont estimé les spécialistes d'UBS dans leur scénario de référence.

Dans un scénario de risque plus élevé, «une hausse prolongée des prix de l'énergie (...) aurait un impact plus important sur l'économie et les marchés mondiaux, à l'image de ce qui avait été observé après la guerre du Kippour en 1973 et le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en 2022». (awp)